

Du Portugal, de l'Europe , et d'ailleurs...

*José Manuel RIBEIRO PINTO **

Le Portugal, pays d'immigration et d'émigration, vit une mutation depuis la fin de la dictature et l'abandon de ses colonies. Les espoirs d'égalité et de citoyenneté pour tous, nés de ces deux événements, semblent tarder à se concrétiser, vu le chômage, le manque de cohésion sociale, la mise à l'index de la population gitane. Cependant, parce qu'il est précisément aux prises culturellement et économiquement avec le monde lusophone, l'Europe et ses anciennes colonies, ce pays est capable d'innovations en matière d'échanges et de rapports culturels avec les autres peuples.

De l'histoire

Année 1997. Cela fait exactement 23 ans que de "jeunes capitaines portugais" mettaient un terme à 48 années de dictature fasciste et, par conséquent, à la dernière puissance colonialiste européenne ! C'était hier...

Les vraies raisons de cette révolution sont encore aujourd'hui motifs de vives discussions, pas toujours pratiques et encore moins consensuelles. L'Histoire se chargera de nous expliquer, espérons-le, le comment et le pourquoi.

Une chose est sûre : les manuels d'Histoire du Portugal ne pourront pas escamoter le rôle prépondérant du peuple portugais qui, malgré les incessants appels de la "Junta de Salut National" à la radio et à la télévision, est sorti dans la rue pour apporter son soutien au mouvement des forces armées, et crier très fort leur envie et droit de liberté ! Mais, c'est aussi dans tous les manuels d'Histoire de l'humanité, la liberté n'a de sens que si les Autres sont également libres. Et les Autres, en 1974, c'était des millions de "non-citoyens" du Mozambique, d'Angola, du Cap-Vert, de Sao Tomé et de la Guinée Bissau.

S'en suivit donc l'inévitable décolonisation. La façon dont elle s'est faite demeure toujours très contestée. Le principe, par contre, est plus difficilement contestable car les arguments les plus solides ne sauraient trouver écho dans les fondements qui supportent nos démocraties, même les plus libérales.

S'ouvriraient aussi les voies à une relation nouvelle du Portugal avec le Monde,

et donc avec le nouveau monde lusophone qui compte aujourd'hui presque 200 millions de personnes sans oublier le peuple martyrisé du Timor qui, sans avoir eu le temps de respirer cet air de liberté, est passé des mains d'un colonisateur à un autre colonisateur des temps modernes, mais plus féroce. Malheureusement, pour ces oubliés, leur partie de l'île n'a pas de pétrole...

Avec la Révolution des Oeillets — c'était hier, rappelons-nous — le Portugal et les Portugais initiaient un complexe parcours d'apprentissage de la démocratie. Des dizaines de milliers de jeunes, qui avaient fui les atrocités de la guerre coloniale et la dictature fasciste, rentraient de Hollande, d'Allemagne, de Suisse, de France... avec dans la valise, des références qui renvoyaient à d'autres révolutions et des idées plein la tête.

Des promesses trahies

Une démocratie modèle disait-on, soutenue par une constitution des plus nuancées de l'Europe, pointant vers des chemins où les Hommes seraient effectivement égaux, citoyens, et maîtres de leur destin. Une démocratie où le racisme ne serait qu'une dérive absurde !

Vingt-trois ans après, qu'en est-il ? L'actuel gouvernement du Parti Socialiste Portugais s'apprête, en coulisses, loin de l'Assemblée Nationale, avec la complicité et le soutien du parti de l'ancien gouvernement, à éliminer toute référence sémantique aux valeurs du 25 Avril.

Pourtant, ce sont ces mêmes valeurs qui ont permis, le 25 Avril 1997, une

* *Casa da Cultura de Mora, chargé du secteur socio-culturel à la Mairie de Mora, Portugal.*

manifestation à Braga (Nord du Portugal) contre le Préfet de cette ville dont le seul pêché commis était celui de faire respecter les règles d'un Etat de Droit, membre du "Club" européen (et pas seulement méditerranéen comme disait récemment un responsable politique hollandais). Son refus de faire l'amalgame entre gitans et hors-la-loi, n'a pas plu aux très tolérants démocrates pour qui derrière chaque gitan se cache un terrible trafiquant et un potentiel ennemi public. Drôle de démocratie que celle-ci. En attendant, la télévision nous montre des images d'un campement, où une dizaine de jeunes gitans sniffent des bouteilles d'essence, leurs parents étant en prison...

Il y a une dizaine d'années, un ami me disait que le Portugal, alors avec un taux de chômage de l'ordre de 3%, avait des atouts considérables pour réussir, avec des avantages, son intégration européenne. J'étais en désaccord total. Le temps a tranché — malheureusement — en ma faveur.

Aujourd'hui, le Portugal compte 500.000 chômeurs pour une population d'un peu moins de 10 millions d'habitants. Un chômage qui atteint, en Alentejo, 18% et dépasse les 30% dans certaines communes de cette région qui demeure, dix ans après, l'une des plus pauvres de l'Europe. Drôle de cohésion que celle-ci. Serait-ce le prix à payer pour réussir Maastricht et l'Euro, ou le non-sens européen ?

Dans ce cadre, de plus en plus de voix s'élèvent pour dire que la construction de l'Union doit prendre en compte la dimension sociale. Monsieur Jacques Delors, ancien président de la Commission et européen de la première heure, le rappelait très récemment à Lisbonne au cours d'un colloque sur cette problématique.

La libre circulation, remède miracle il y a quelques années, n'a pas été la source espérée de création d'emplois. Elle a bénéficié quasi exclusivement aux grands groupes financiers et permis la libre circulation d'une nouvelle classe d'immigrés sans droits. Au Portugal, nombre d'entreprises recrutent sur le marché local des travailleurs payés sur la base des salaires portugais (le SMIC y est d'environ 2.000 F), pour aller travailler dans des pays européens confrontés, eux aussi, à de graves problèmes de chômage, comme c'est no-

tamment le cas de l'Allemagne. Dès lors, ces "déloyaux concurrents communautaires" sont un excellent bouc émissaire : la crise économique c'est eux ; la crise sociale c'est encore eux ; les actes racistes et xénophobes c'est toujours eux. Mieux : le chômage, c'est de leur faute, car ils volent le travail des autres !

A cet égard, la récente victoire de la gauche en France a fait renaître l'espoir pour des millions de citoyens et de travailleurs européens. La responsabilité est lourde. Elle est d'autant plus lourde car, il est bon de le rappeler, la France demeure le pays des Droits de l'Homme et du Citoyen et une référence historique en matière de droits sociaux conquis dans des contextes tout aussi difficiles.

L'Europe n'aura de sens que si elle tient compte de la riche diversité culturelle de ses peuples et que le pacte de stabilité apporte effectivement la stabilité à ses 18 millions de chômeurs et à ses 50 millions de pauvres, dont 2,5 millions au Portugal (1) ce qui le place au premier rang d'une liste peu honorable.

Du Portugal et de l'Europe

Le Portugal est incontestablement aujourd'hui un pays d'émigration et d'immigration : la diaspora portugaise est présente dans tous les continents. Au Portugal, des communautés immigrées sont originaires majoritairement des anciennes colonies. Plus récemment, nos frères (dit-on quand cela nous convient) brésiliens ont également choisi le Portugal pour y vivre. Parmi eux, une main d'oeuvre qualifiée : médecins, dentistes, cadres, artistes.... Schengen tiendra-t-il compte des liens de fraternité entre le Portugal et le Brésil ?

Il semblerait que son application s'est faite beaucoup plus rapidement que certaines directives communautaires, dont celle qui prévoit le vote des immigrés (en fonction de certains critères) aux municipales. Est-ce le cas en France ? Au Portugal le recensement est en cours, mais avec une adhésion très faible. La citoyenneté étant une des formes les plus efficaces pour lutter contre les discriminations et le racisme, les Etats et leurs institutions doivent l'assumer pleinement.

A ce propos, pour la première fois de

l'histoire judiciaire portugaise, dans le cadre de l'affaire de l'assassinat d'un jeune portugais originaire du Cap-Vert par un groupe de 17 "skinheads", le 10 juin 1995, l'avocat a demandé la condamnation pour crime de génocide. Le juge n'a pas retenu l'accusation, prononçant toutefois des peines allant de 14 à 18 ans de prison à l'encontre des accusés.

Je persiste à croire que le Portugal et les Portugais sauront honorer leurs engagements historiques forgés dans les échanges et les rapports culturels avec les autres peuples. Le contraire serait absurde et représenterait une grossière provocation aux 4,5 millions de compatriotes qui vivent dans d'autres pays.

Cependant, des clignotants s'allument aussi au Portugal. La détérioration des conditions de vie d'une large couche de la population, les conditions dégradantes dans les grandes banlieues, nous imposent une vigilance redoublée et une mobilisation consciente contre la banalisation des comportements xénophobes. A cet égard, la lettre d'Adelino, jeune écolier noir de 12 ans, à son ami André est un clignotant, plein de tendresse certes, mais à prendre très au sérieux.

"André,

Dis à tes parents qu'ils me laissent passer Noël avec vous jusqu'à dans l'après-midi. Dis-leur seulement que c'est un de tes copains de l'école, c'est pas la peine de leur dire que je suis noir. Dis leur seulement que c'est un nouveau copain de ton école. Mais si tu veux pas leur dire, pas de problème. Je suis noir, mais je suis ton ami. Je sais que vous aimez pas les noirs, mais je t'ai jamais rien volé. Je suis vraiment ton ami, je t'ai jamais frappé. C'est ça l'amitié entre deux amis. Et je t'ai jamais dit comme ça : "André donne-moi ça". Parfois je te demande quelque chose, mais avec politesse. Je ne suis pas comme les autres qui disent "Donne-moi ça, sinon je te frappe". Je t'ai jamais fait ça et on va continuer amis comme nous étions avant (...). Cette lettre est de ton meilleur ami Adelino. C'est ce, simplement, mon grand ami André". (2)

(1) Résultats d'une étude de la Commission Européenne basée sur des données de 1993. (2) Extrait du "Dossier Anti-Raciste" de "Frente Anti-Racista". Rue Rodrigo da Fonseca, 56-2°, 1250 LISBONNE.